

n°57, avril 2006

Le centre de documentation sera fermé au public les deux premières semaines du mois de mai.

Aménagement Urbain

Quels lieux pour les adolescents ?

Le Moniteur des tp, n° 5342, 14/04/2006, p. 64-67

Les adolescents sont les mal-aimés des aménagements urbains. Hors terrains multisports, skate-parks et roller-parks, peu d'espaces leur sont destinés. Pourtant, «les lieux conçus comme de véritables espaces publics connaissent une meilleure appropriation et une moindre dégradation». Quelques exemples de réalisations. Réf : 14028

Toulouse réconcilie densité urbaine et paysage.

Le Moniteur des tp, n° 5339, 24/03/2006, p. 52-55

En zone péri-urbaine, deux ZAC, Andromède et Monges-Croix du Sud, tentent d'offrir à la fois les avantages de la ville et l'agrément de la nature. Réf : 13973

Des berges rendues à la nature et aux loisirs.

Le Moniteur des tp, n° 5338, 17/03/2006, p. 60-63

Divers exemples de réaménagement de berges, transformant un espace dévolu aux voitures en espace public de grande qualité paysagère et urbaine, tout en préservant les activités économiques déjà implantées. Les réalisations à Lyon, Courbevoie, Orléans et Munich servent d'illustration.

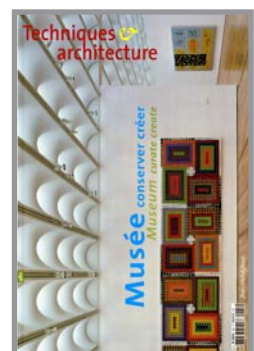
Réf : 13917

Architecture

Musée conserver créer.

Techniques et architecture, n° 482, 02/2006, p. 18-100

Ce dossier présente des bâtiments musées, historiques ou contemporains, en France, au Japon, aux Etats-Unis, en Allemagne et en Israël. Réf : 14011



Josep Llinas. La disolucion de la imagen.

El croquis, n° 128, 12/2005, 224 p.

Biographie, entretien et réalisations de 2000 à 2005 de l'architecte espagnol Josep Llinas. Réf : 14010

Collectivités locales

Création et organisation des directions interdépartementales des routes. Décret n° 2006-304 du 16 mars 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5339, 24/03/2006, p. 448

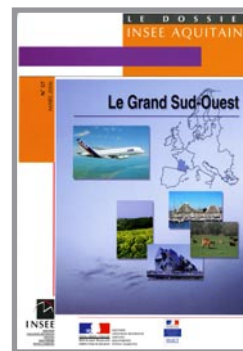
Onze nouveaux services déconcentrés sont créés pour entretenir et exploiter les 11 600 kilomètres de routes nationales et d'autoroutes non concédées restant sous la responsabilité de l'Etat. Ils se substitueront, pour l'exercice de ces missions, aux directions départementales de l'équipement. Réf : 13976

Economie

Le Grand Sud-Ouest.

INSEE Aquitaine dossier, n° 57, 03/2006, 123 p.

Ce dossier Grand Sud-Ouest livre un diagnostic socio-économique, illustré de graphiques et de cartes, dans trois grands domaines : la population et la société, le système productif, la structuration de l'espace. Réf : 14016



Emploi

Egalité des chances. Loi n° 2006-396 du 31 mars 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5341, 07/04/2006, p. 512-522

Cette nouvelle loi pour l'égalité des chances est présentée comme une réponse particulière aux situations d'inégalités et de discrimination qui touchent les populations des quartiers difficiles et notamment les jeunes. Cinq objectifs principaux sont visés : favoriser l'emploi des jeunes et tout particulièrement ceux résidant dans les zones urbaines sensibles ; renforcer la lutte contre les discriminations ; encourager les parents à exercer leur autorité parentale ; renforcer les pouvoirs des maires face aux délits et incivilités ; mettre en place un service civil volontaire permettant l'acquisition d'une formation civique et professionnelle. Réf : 14002

Environnement

Dépollution des sites : terrains d'entente.

Environnement magazine, n° 1646, 04/2006, p. 39-48

«Adapter le niveau de dépollution d'un site au projet d'aménagement, c'est tout bénéfique pour l'ensemble des acteurs, de l'industriel à l'aménageur. Une démarche intégrée qui cumule les avantages techniques, juridiques et financiers.» Réf : 14017

Habitat

Le logement de demain, pour une meilleure qualité de vie. Rapport du Conseil économique et social présenté par Mme Cécile Felzines.

Le Moniteur des tp, n° 5342, cahier détaché n° 2, 14/04/2006, 111 p.

L'évolution des modes de vie entraîne une transformation des modes d'habiter. Les attentes des ménages changent, alors que les innovations technologiques qui permettraient d'y répondre peinent à s'imposer. Face à ce constat, ce rapport émet des propositions visant à concevoir un habitat de qualité qui doit à la fois favoriser les solidarités, respecter l'environnement, économiser les ressources et offrir à la création architecturale un espace d'expression. Réf : 14024

Logement social : l'enjeu du développement durable.

Habitat et société, n° 41, 03/2006, p. 36-52

«Soucieux de maîtriser la qualité de l'environnement et de contenir les charges de leurs locataires, les organismes de logement social construisent des bâtiments moins gourmands et font porter leurs efforts sur le parc existant, l'enjeu prioritaire au regard du développement durable. Pour eux, la difficulté est d'arbitrer entre des enjeux pouvant apparaître contradictoires et pour lesquels ils disposent de peu d'outils d'analyse, de recul et de moyens financiers.» Réf : 14015

Plus de ménages éligibles aux HLM.

Habitat et société, n° 41, 03/2006, p. 12-15

«L'enquête nationale logement de l'Insee permet de comparer les revenus des ménages aux plafonds de ressources HLM et donc d'estimer la proportion des ménages éligibles aux différents segments du parc social. En trois ans, les parts des ménages éligibles aux différents types de logement ont toutes augmenté, la hausse maximale concernant les logements sous plafonds PLUS.» Réf : 14014

La mobilité résidentielle depuis 20 ans.

Habitat et société, n° 41, 03/2006, p. 8-11

«Comme le montrent les enquêtes Logement depuis vingt ans, les causes de la mobilité résidentielle ont peu changé et l'importance de l'âge et du statut d'occupation se confirme. En revanche, si en 1984, les locataires HLM étaient plus mobiles que ceux du privé, en 2002, on note la situation inverse. La conjoncture économique, et notamment, le marché de l'emploi, jouent beaucoup sur la mobilité des locataires en général. Enfin, en 2002, les événements influant le plus fortement sont également les moins nombreux : formation et séparation des couples, mutation professionnelle et naissance.» Réf : 14013



Obligation de réalisation des logements locatifs sociaux (application de l'article 55 de la loi SRU). Circulaire UHC/SH n° 2006-2 du 31 janvier 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5339, 24/03/2006, p. 463

Cette circulaire actualise et complète celle du 27 décembre 2001. Réf : 13978

Rôle de l'Etat pour favoriser la prise en compte des besoins en logements dans les documents d'urbanisme. Circulaire n° 2006-12 UHC/PA3 du 17 février 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5337, 10/03/2006, p. 454-455

Cette circulaire précise le rôle de l'Etat pour favoriser la prise en compte des besoins en logements dans les documents d'urbanisme. Une instruction sur la responsabilité et le rôle de l'Etat dans le cadre des procédures d'élaboration des documents d'urbanisme est produite en annexe. Elle porte notamment sur : la définition des enjeux de l'Etat ; l'importance des Scot et leur articulation avec les programmes locaux de l'habitat (PLH) ; la compatibilité des PLU avec les PLH, les PLU devant permettre la mise en oeuvre des PLH ; les procédures permettant à l'Etat de faire valoir ses enjeux aux différentes étapes de l'élaboration des documents d'urbanisme. Réf : 13925

Mise en oeuvre de la politique du logement et programmation des financements aidés par l'Etat pour 2006. Circulaire n° 2006-13 UHC/IUH2 du 1er mars 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5338, 17/03/2006, p. 450-458

Cette circulaire modifie la circulaire n° 2005-22 UHC/IUH2 du 17 mars 2005 relative à la mise en oeuvre de la politique du logement et à la programmation des financements aidés de l'Etat pour 2005. Elle a pour objet de donner, dans le contexte nouveau de la loi organique du 1er août 2001, relative aux lois de finances (LOLF), les orientations nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre des politiques publiques pour réussir le Plan de cohésion sociale. Réf : 13920

Collecte de renseignements statistiques sur l'occupation des logements sociaux et son évolution pour l'année 2006. Circulaire UHC/OE1 n° 2005-79 du 5 décembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5338, 17/03/2006, p. 459-461

Modalités de mise en oeuvre, au titre de l'année 2006, des dispositions de l'article L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation. Cet article impose aux organismes bailleurs de communiquer tous les trois ans au représentant de l'Etat dans chaque département des renseignements statistiques destinés à alimenter un rapport national pour le parlement. Si le champ d'application n'a subi aucun changement par rapport à celui de l'enquête précédente, des modifications ont été introduites dans le but d'améliorer la qualité des informations recueillies, la connaissance de l'occupation et de satisfaire les besoins statistiques locaux. La circulaire en donne la liste. Réf : 13918

Juridique

Projets complexes (1/2). Marchés de définition ou dialogue compétitif ?

Le Moniteur des tp, n° 5337, 10/03/2006, p. 98-99

Trois procédures sont comparées : le marché de définition, le dialogue compétitif et la conception-réalisation. Le Code des marchés publics 2006 devrait réserver la procédure du dialogue compétitif aux «marchés complexes» et restreindre l'utilisation des marchés de définition. Réf : 13921

Projets complexes (2/2). Conception-réalisation ou dialogue compétitif ?

Le Moniteur des tp, n° 5337, 10/03/2006, p. 100-101

«Un marché de conception-réalisation ne peut être conclu, à l'issue d'une procédure dérogatoire à l'appel d'offres, que si les caractéristiques du projet rendent nécessaire l'association de l'entrepreneur aux études conception de l'ouvrage. Le dialogue compétitif ne peut être utilisé pour les projets entrant dans le champ d'application de la loi MOP». Réf : 13922



Méthode

Les entreprises face à la dématérialisation des marchés publics.

Le Moniteur des tp, n° 5339, 24/03/2006, p. 44-50

Un an après son lancement, les professionnels dressent un bilan mitigé de la dématérialisation des marchés publics : le bilan du téléchargement des dossiers de consultation est extrêmement positif ; en revanche, le résultat en termes de réponses par voie électronique est microscopique pour le moment. Réf : 13974

Ressources-nuisances

Actions exceptionnelles de lutte contre la sécheresse pour la sécurité de l'eau potable. Instruction du 20 janvier 2006.

Le Moniteur des tp, n° 5340, 31/03/2006, p. 501

Cette instruction adresse aux préfets copie de la lettre qui a été diffusée aux présidents des conseils d'administration des agences de l'eau. Ces deux documents visent à anticiper la sécheresse 2006 en garantissant un approvisionnement minimal en eau potable dans les zones susceptibles d'être les plus touchées. Réf : 13986

Sociologie

Lendemain de colère. Avec les travailleurs sociaux de Clichy-sous-Bois.

ASH Magazine, n° 14, 03/2006, p. 18-25

C'est à Clichy-sous-Bois qu'ont démarré les violences urbaines de novembre 2005. Etat des lieux avec les travailleurs sociaux, leur quotidien et les réflexions sur leur action. Réf : 14007

Transport

Le tram transforme le paysage urbain.

Le Moniteur des tp, n° 5341, 07/04/2006, p. 56-59

L'insertion des tramways dans des villes comme Paris, Bordeaux, Nantes, Strasbourg et Lyon, se traduit par de nombreuses expérimentations en voirie, parmi lesquelles se distinguent quelques innovations majeures. Réf : 14005

Le centre de documentation est ouvert mardi et jeudi de 9h à 12h et 14h à 17h.
Consultation sur place, possibilité de prêt interbibliothèque.
Pour toute information complémentaire : documentation@aurba.org

contacts : Annie Berthelot ~ tél. : 05 56 99 86 39
Christine Le Vagueresse ~ tél. : 05 57 57 72 57
accueil : Régine Valère ~ tél. : 05 56 99 86 33